



**POUR EVITER LE PIRE ET GAGNER LE MEILLEUR :  
PRENONS NOS AFFAIRES EN MAIN !  
TOUTES ET TOUS EN GREVE LE MARDI 1<sup>ER</sup> OCTOBRE**

Le Président de la République aura mis plus de 50 jours pour enfin nommer un 1<sup>er</sup> Ministre après la sévère sanction de ses politiques dans les urnes ; il persiste et signe par le choix d'un premier ministre en charge de continuer ses méfaits, cela n'augure rien de bon pour les jeunes, les travailleurs, les chômeurs ou les retraités.

Après avoir imposé par 49.3 un budget 2024 austéritaire auquel s'est rajouté le gel de 10 milliards d'€ de crédit en mars 2024, le gouvernement sortant a transmis ses lettres de cadrages aux différents Ministères en prévision du Projet de Loi de Finances 2025 et les ministres « sortant » de l'économie et des comptes publics, **Bruno Le Maire et Thomas Cazenave ont défendu devant la Commission des Finances de l'Assemblée Nationale ce 9 septembre une baisse du budget de l'Etat de 15 milliards d'€** (auquel s'ajoute le gel pour 2024 de 16 milliards d'€ non encore dépensé) et **une baisse du budget de la Sécurité sociale de 5 milliards d'€.**

Alors que la **Commission Européenne** a placé la France sous le joug d'une procédure de déficit excessif dans le cadre du Pacte de Stabilité et de Croissance de l'Union Européenne et **exige un plan de réduction de la dette publique de 100 milliards d'€ d'ici 2027**, nul doute que le nouveau gouvernement va continuer sa « politique de l'offre » et du « ruissellement » si chère à Emmanuel Macron mais qui se révèle être un échec. Le déficit provient essentiellement d'un manque de recette : les entreprises du CAC 40 ont une nouvelle fois dépassé les 140 Milliards d'€ de profits en 2023 pour la 3<sup>eme</sup> année consécutive, la fortune cumulée des 500 plus riches de France représente 45% du PIB en 2023 et s'élève à 2639 milliards d'€ par an, la France est championne d'Europe du versement des dividendes aux actionnaires (au détriment de l'investissement et des salaires), les aides publiques associées aux exonérations de cotisation sociales aux entreprises versées sans aucune condition représentent près de 200 milliards d'€/an etc... **l'argent existe, une autre politique économique et fiscale est possible, le partage des richesses s'impose !**

Ainsi, afin de toujours plus satisfaire les intérêts des grandes entreprises et de la finance, ce sont, une nouvelle fois, les services publics et notre protection sociale qui vont faire les frais d'une nouvelle cure austéritaire.

Il est à craindre que le Ministère du Travail soit fortement impacté. D'ores et déjà, **le pré-projet de Loi de Finances 2025 prévoit la suppression de 200 millions d'€ de crédit à France Travail.**

**Le rapport de l'Inspection Générale des Affaires Sociales (IGAS) et de l'Inspection Générale des Finances (IGF) réalisé en avril 2024 et publié ce 5 septembre dénonce un accroissement global des moyens de France Travail et recommande la restitution de de 700 emplois en 2025** (alloués lors du Pacte de remobilisation). Dans cette même perspective, **le Conseil d'Administration de France Travail du 17 juillet dernier a pris connaissance des gains d'efficacité supplémentaire attendu d'ici 2027 représentant 2900 Equivalent Temps Plein Travaillé (ETPT) et la prise en charge sans renforts du triplement des contrôles de la recherche d'emploi, ce qui représente 600 ETPT.**

**La baisse des moyens humains et financiers pour France Travail est bien à l'ordre du jour.**

Alors que les NAO reste toujours en berne malgré l'inflation, que le dernier accord Télétravail ne crée pas de droits supplémentaires, que la Direction Générale continue sa course effrénée de mise en œuvre de la Loi Plein emploi dans la perspective du 1<sup>er</sup> janvier 2025 avec l'inscription obligatoire élargie aux personnes au RSA et leur conjoint tout comme des jeunes et des personnes reconnues TH – la mise en œuvre de nouveaux critères d'orientation suite à l'inscription vers d'autres structures que France Travail – la délivrance d'une nouvelle offre de service calquée sur celle du CEJ ou des BRSA...

**Il y a urgence que les personnel de France Travail se mobilisent aux côtés de l'ensemble des travailleurs pour exiger :**

- ⇒ L'abrogation de la réforme des retraites et de la Loi Plein emploi ;
- ⇒ L'augmentation des salaires et des traitements à la hauteur de l'inflation avec rattrapage des pertes subies ces dernières années ;
- ⇒ Le financement à la hausse des Services Publics dont France Travail et la titularisation des collègues en contrat précaire ;
- ⇒ Le développement de l'emploi industriel en lien avec les enjeux environnementaux.

Par la grève et la lutte de nombreux salariés ont obtenu satisfaction de leurs revendications notamment en matière salariale ces derniers mois.

**POUR NOS MISSIONS, NOS METIERS, NOS QUALIFICATIONS ET NOS EMPLOIS,  
POUR NOS SALAIRES ET NOS TRAITEMENTS,  
POUR NOTRE AVENIR,**

**ORGANISONS-NOUS, SYNDIQUONS NOUS A LA CGT,  
TOUTES ET TOUS EN GREVE MARDI 1ER OCTOBRE**